



CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE L'ISERE

---

## CONCOURS D'AGENT DE POLICE MUNICIPALE

17 JANVIER 2002

**EPREUVE :** Réponse, à partir d'un texte remis aux candidats, à des questions sur la compréhension de ce texte et l'explication d'une ou plusieurs expressions figurant dans ce texte (durée : une heure ; coefficient 2)

**SUJET :**

### L'INDUSTRIE DU DOPAGE

Le dopage s'est étendu fortement durant les années 1980, dans un contexte de conversion du sport à l'économie de marché, de pénétration croissante des financements d'origine privée, d'exaltation de la réussite individuelle, de forte évolution de la pharmacologie, sans oublier la révolution dans le domaine des communications que constitue Internet. La conjonction de ces cinq incitations majeures a créé un véritable marché illicite de produits pharmaceutiques, organisé en réseaux de grande dimension. L'offre s'est adaptée à la demande. Une filière économique s'est structurée avec une division géographique du travail: pays producteurs (Hongrie, Bulgarie, Russie, pays Baltes, Ukraine, Pologne et République tchèque), laboratoires de transformation (Pays-Bas, Suisse, Espagne, Mexique), pays de stockage (Belgique, Suisse), pays consommateurs (Amérique du Nord, Europe).

Cette économie du dopage se développe, avec des effets nocifs en termes de santé publique et de dénaturation des valeurs fondatrices du sport. De plus, ce système de tricherie a cessé de fonctionner en vase clos et de façon artisanale. Dans de nombreux pays (la R.D.A. et l'U.R.S.S. hier, la Chine et l'Italie aujourd'hui en constituent de bons exemples), on a pu constater que son intrication avec certains pouvoirs politiques, médicaux et sportifs légitime et facilite son essor. L'impunité quasi totale de ces pratiques a également amplifié le phénomène. Et l'examen de l'évolution de la production de ces substances dopantes et de ses localisations privilégiées ne peut qu'inquiéter. En effet, certains pays peu développés ou en crise de transition ont fait de leur commercialisation un moyen de subsistance. L'organe international de contrôle des stupéfiants, dépendant de l'O.N.U., s'est alarmé, dans un rapport de 1994 du détournement croissant de certains produits pharmaceutiques à des fins non médicales. Il a constaté un développement du marché illicite des amphétamines et d'autres substances très recherchées par les athlètes.

Il est vrai que, depuis une quinzaine d'années, une masse considérable de capitaux s'est déversée sur le sport. Elle était estimée à 2 500 milliards de francs pour l'année 1998, soit environ 2,5 p. 100 du commerce mondial. Les besoins sont donc solvables, et les trafics internationaux sont facilités par Internet, vecteur de communication face auquel les services douaniers et les autorités sanitaires demeurent impuissants. Depuis 1996, une vingtaine de serveurs, installés principalement aux Etats-Unis, aux Pays-Bas, en Suisse, en Grande Bretagne et en Grèce, proposent des dizaines de produits dopants à des prix relativement faibles. Par ce biais, il n'est plus nécessaire de disposer d'une ordonnance médicale pour obtenir une substance, même si sa vente est interdite en France. Un flacon de 20 grammes de nandrolone, un anabolisant puissant qui accroît la masse musculaire et stimule l'agressivité, est vendu 550 francs, soit le prix d'un traitement de trois mois. Une cure « efficace » de testostérone s'achète 4 000 francs.

Le recours à un médecin constitue un mode d'approvisionnement plus coûteux. Trois types de prestations sont mis sur le marché en Italie : pour 30 000 francs par an, l'athlète reçoit un schéma d'entraînement ; moyennant 45 000 francs, il bénéficie d'une médication adaptée à ses particularités ; en contrepartie de 400 000 à 500 000 francs, il se voit attribuer les hormones les plus sophistiquées avec les substances qui en masquent l'utilisation. Ce troisième niveau de suivi médical est bien évidemment réservé aux champions. Dans ce même pays, Sandro Donati, directeur de la recherche et de l'expérimentation du C.O.N.I., estime qu'il y a 700 médecins prescripteurs de produits dopants possédant chacun de 50 à 100 clients.(...)

D'après Jean BOURG -- Universalia 2001

## **QUESTIONS :**

### **1) COMPREHENSION DE TEXTE :**

1. D'après l'auteur, pourquoi le dopage s'est-il développé ? (2 points)
2. Comment s'organise l'économie du dopage et en quoi l'évolution ne peut-elle qu'inquiéter ? (3 points)
3. Selon le texte, comment les sportifs peuvent-ils se procurer leurs produits dopants ?  
Quels en sont les avantages et inconvénients ?  
(4 points)
4. L'auteur parle des « valeurs fondatrices du sport ». D'après vous, à quoi fait-il allusion ?  
(3 points)

### **2) VOCABULAIRE :**

Expliquez les expressions suivantes : (8 points)

1. exaltation de la réussite individuelle
2. incitations majeures
3. fonctionner en vase clos
4. impunité quasi totale



CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE L'ISERE

---

## **CONCOURS D'AGENT DE POLICE MUNICIPALE**

**17 JANVIER 2002**

**EPREUVE : Rédaction d'un rapport établi à partir d'un dossier relatif à un événement survenu dans un lieu public (durée : une heure trente ; coefficient 3)**

### **SUJET :**

Vous êtes le gardien de police municipale Durand, vous exercez sur la commune de Varcès.

Le 15 décembre 2001, vous êtes informé téléphoniquement par madame Dupont, propriétaire dans la résidence du Château, que plusieurs jeunes stationnent dans le hall de son immeuble et gênent le passage des habitants. Elle demande l'intervention de la police municipale.

Sur place, vous constatez que l'un des individus possède un chien de race Rottweiler. Ce dernier n'est ni muselé ni tenu en laisse.

Dans un rapport adressé à Monsieur Le Maire, et en vous aidant des documents joints, vous relaterez votre intervention, vos initiatives et les différentes procédures que vous avez établies.

### **Documents joints :**

- 1 - Code de Procédure Pénale, articles 21, 21-1, 21-2, 78-6,
- 2 - Code Rural, articles L211-11 à L211-16
- 3 - Arrêté ministériel du 27 avril 1999
- 4 - Code de la Construction et de l'habitation, articles L126-1, L126-2, L127-1

# CODE DE PROCEDURE PENALE (Partie Législative)

## Section III : Des agents de police judiciaire

### Article 21

*(Loi n° 66-493 du 9 juillet 1966 art. 2 Journal Officiel du 10 juillet 1966)*

*(Loi n° 78-788 du 28 juillet 1978 art. 5 Journal Officiel du 29 juillet 1978)*

*(Loi n° 85-1196 du 18 novembre 1985 art. 4 et 8 Journal Officiel du 19 novembre 1985 en vigueur le 1er janvier 1986)*

*(Loi n° 97-1019 du 28 octobre 1997 art. 6 Journal Officiel du 8 novembre 1997)*

*(Loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 art. 13 Journal Officiel du 16 novembre 2001)*

Sont agents de police judiciaire adjoints :

1° Les fonctionnaires des services actifs de police nationale ne remplissant pas les conditions prévues par l'article 20 1° bis Les volontaires servant en qualité de militaire dans la gendarmerie ;

1° ter Les adjoints de sécurité mentionnés à l'article 36 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;

1° quater Les agents de surveillance de Paris ;

2° Les agents de police municipale.

Ils ont pour mission :

De seconder, dans l'exercice de leurs fonctions, les officiers de police judiciaire ;

De rendre compte à leurs chefs hiérarchiques de tous crimes, délits ou contraventions dont ils ont connaissance ;

De constater, en se conformant aux ordres de leurs chefs, les infractions à la loi pénale et de recueillir tous les renseignements en vue de découvrir les auteurs de ces infractions, le tout dans le cadre et dans les formes prévues par les lois organiques ou spéciales qui leur sont propres ;

De constater par procès-verbal les contraventions aux dispositions du code de la route dont la liste est fixée par décret en Conseil d'Etat.

### Article 21-1

*(inséré par Loi n° 85-1196 du 18 novembre 1985 art. 5 et 8 Journal Officiel du 19 novembre 1985 en vigueur le 1er janvier 1986)*

Les agents de police judiciaire et agents de police judiciaire adjoints ont compétence dans les limites territoriales où ils exercent leurs fonctions habituelles ainsi que dans celles où l'officier de police judiciaire responsable du service de la police nationale ou de l'unité de gendarmerie auprès duquel ils ont été nominativement mis à disposition temporaire exerce ses fonctions. Lorsqu'ils secondent un officier de police judiciaire, ils ont compétence dans les limites territoriales où ce dernier exerce ses attributions en application des dispositions de l'article 18.

### Article 21-2

*(inséré par Loi n° 99-291 du 15 avril 1999 art. 13 Journal Officiel du 16 avril 1999)*

Sans préjudice de l'obligation de rendre compte au maire qu'ils tiennent de l'article 21, les agents de police municipale rendent compte immédiatement à tout officier de police judiciaire de la police nationale ou de la gendarmerie nationale territorialement compétent de tous crimes, délits ou contraventions dont ils ont connaissance.

Ils adressent sans délai leurs rapports et procès-verbaux simultanément au maire et, par l'intermédiaire des officiers de police judiciaire mentionnés à l'alinéa précédent, au procureur de la République.

## Chapitre III : Des contrôles, des vérifications et des relevés d'identité

### Article 78-6

*(Loi n° 99-291 du 15 avril 1999 art. 16 Journal Officiel du 16 avril 1999)*

*(Loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 art. 13 Journal Officiel du 16 novembre 2001)*

Les agents de police judiciaire adjoints mentionnés aux 1° bis, 1° ter, 1° quater et 2° de l'article 21 sont habilités à relever l'identité des contrevenants pour dresser les procès-verbaux concernant des contraventions aux arrêtés de police du maire, des contraventions au code de la route que la loi et les règlements les autorisent à verbaliser ou des contraventions qu'ils peuvent constater en vertu d'une disposition législative expresse.

Si le contrevenant refuse ou se trouve dans l'impossibilité de justifier de son identité, l'agent de police judiciaire adjoint mentionné au premier alinéa en rend compte immédiatement à tout officier de police judiciaire de la police nationale ou de la gendarmerie nationale territorialement compétent, qui peut alors lui ordonner sans délai de lui présenter sur-le-champ le contrevenant. A défaut de cet ordre, l'agent de police municipale ne peut retenir le contrevenant. Lorsque l'officier de police judiciaire décide de procéder à une vérification d'identité, dans les conditions prévues à l'article 78-3, le délai prévu au troisième alinéa de cet article court à compter du relevé d'identité.

## **CODE RURAL (Partie Législative)**

### **Section 2 : Les animaux dangereux et errants**

#### **Article L211-11**

*(Ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 art. 11 I, II Journal Officiel du 21 septembre 2000)  
(Loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 art. 45 Journal Officiel du 16 novembre 2001)*

I. - Si un animal est susceptible, compte tenu des modalités de sa garde, de présenter un danger pour les personnes ou les animaux domestiques, le maire, de sa propre initiative ou à la demande de toute personne concernée, peut prescrire au propriétaire ou au gardien de cet animal de prendre des mesures de nature à prévenir le danger.

En cas d'inexécution, par le propriétaire ou le gardien de l'animal, des mesures prescrites, le maire peut, par arrêté, placer l'animal dans un lieu de dépôt adapté à l'accueil et à la garde de celui-ci. Les frais sont à la charge du propriétaire ou du gardien.

Si, à l'issue d'un délai franc de garde de huit jours ouvrés, le propriétaire ou le gardien ne présente pas toutes les garanties quant à l'application des mesures prescrites, le maire autorise le gestionnaire du lieu de dépôt, après avis d'un vétérinaire mandaté par la direction des services vétérinaires, soit à faire procéder à l'euthanasie de l'animal, soit à en disposer dans les conditions prévues au II de l'article L. 211-25.

Le propriétaire ou le gardien de l'animal est invité à présenter ses observations avant la mise en oeuvre des dispositions du deuxième alinéa du présent I.

II. - En cas de danger grave et immédiat pour les personnes ou les animaux domestiques, le maire ou à défaut le préfet peut, sans formalités préalables, ordonner par arrêté que l'animal soit placé dans un lieu de dépôt adapté à l'accueil et à la garde de celui-ci. Il peut faire procéder sans délai à l'euthanasie de l'animal après avis d'un vétérinaire mandaté par la direction des services vétérinaires. Cet avis doit être donné au plus tard quarante-huit heures après le placement. Faute d'être émis dans ce délai, l'avis est réputé favorable.

III. - Les frais afférents aux opérations de garde et d'euthanasie de l'animal dangereux sont intégralement mis à la charge de son propriétaire ou de son gardien.

#### **Article L211-12**

*(Transféré par Ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 art. 11 I, II Journal Officiel du 21 septembre 2000)*

Les types de chiens susceptibles d'être dangereux faisant l'objet des mesures spécifiques prévues par les articles L. 211-13 à L. 211-16, sans préjudice des dispositions de l'article L. 211-11, sont répartis en deux catégories :

1° Première catégorie : les chiens d'attaque ;

2° Deuxième catégorie : les chiens de garde et de défense.

Un arrêté du ministre de l'intérieur et du ministre chargé de l'agriculture établit la liste des types de chiens relevant de chacune de ces catégories.

#### **Article L211-13**

*(Transféré par Ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 art. 11 I, II Journal Officiel du 21 septembre 2000)*

Ne peuvent détenir les chiens mentionnés à l'article L. 211-12 :

1° Les personnes âgées de moins de dix-huit ans ;

2° Les majeurs en tutelle à moins qu'ils n'y aient été autorisés par le juge des tutelles ;

3° Les personnes condamnées pour crime ou à une peine d'emprisonnement avec ou sans sursis pour délit inscrit au bulletin n° 2 du casier judiciaire ou, pour les ressortissants étrangers, dans un document équivalent ;

4° Les personnes auxquelles la propriété ou la garde d'un chien a été retirée en application de l'article L. 211-11. Le maire peut accorder une dérogation à l'interdiction en considération du comportement du demandeur depuis la décision de retrait, à condition que celle-ci ait été prononcée plus de dix ans avant le dépôt de la déclaration visée à l'article L. 211-14.

#### **Article L211-14**

*(Transféré par Ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 art. 11 I, II Journal Officiel du 21 septembre 2000)*

I. - Pour les personnes autres que celles mentionnées à l'article L. 211-13, la détention de chiens mentionnés à l'article L. 211-12 est subordonnée au dépôt d'une déclaration à la mairie du lieu de résidence du propriétaire de l'animal ou, quand il diffère de celui de son propriétaire, du lieu de résidence du chien. Cette déclaration doit être à nouveau déposée chaque fois à la mairie du nouveau domicile.

II. - Il est donné récépissé de cette déclaration par le maire lorsque y sont jointes les pièces justifiant :

1° De l'identification du chien conforme à l'article L. 214-5 ;

2° De la vaccination antirabique du chien en cours de validité ;

3° Pour les chiens mâles et femelles de la première catégorie, le certificat vétérinaire de stérilisation de l'animal ;

4° Dans des conditions fixées par décret, d'une assurance garantissant la responsabilité civile du propriétaire du chien ou de celui qui le détient, pour les dommages causés aux tiers par l'animal. Les membres de la famille du propriétaire ou de celui qui détient d'un animal sont considérés comme tiers au sens des présentes dispositions.

III. - Une fois la déclaration déposée, il doit être satisfait en permanence aux conditions énumérées au II.

#### **Article L211-15**

*(Transféré par Ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 art. 11 I, II Journal Officiel du 21 septembre 2000)*

I. - L'acquisition, la cession à titre gratuit ou onéreux, hormis les cas prévus au troisième alinéa de l'article L. 211-11 ou au troisième alinéa de l'article L. 211-29, l'importation et l'introduction sur le territoire métropolitain, dans les départements d'outre-mer et dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon des chiens de la première catégorie mentionnée à l'article L. 211-12 sont interdites.

II. - La stérilisation des chiens de la première catégorie est obligatoire. Cette stérilisation donne lieu à un certificat vétérinaire.

#### **Article L211-16**

*(Transféré par Ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 art. 11 I, II Journal Officiel du 21 septembre 2000)*

I. - L'accès des chiens de la première catégorie aux transports en commun, aux lieux publics à l'exception de la voie publique et aux locaux ouverts au public est interdit. Leur stationnement dans les parties communes des immeubles collectifs est également interdit.

II. - Sur la voie publique, dans les parties communes des immeubles collectifs, les chiens de la première et de la deuxième catégorie doivent être muselés et tenus en laisse par une personne majeure. Il en est de même pour les chiens de la deuxième catégorie dans les lieux publics, les locaux ouverts au public et les transports en commun.

III. - Un bailleur ou un copropriétaire peut saisir le maire en cas de dangerosité d'un chien résidant dans un des logements dont il est propriétaire. Le maire peut alors procéder, s'il le juge nécessaire, à l'application des mesures prévues à l'article L. 211-11.

**Arrêté du 27 avril 1999 pris pour l'application de l'article 211-1 du code rural et établissant la liste des types de chiens susceptibles d'être dangereux, faisant l'objet des mesures prévues aux articles 211-1 à 211-5 du même code**

**NOR :ARG9900853A**

Le ministre de l'intérieur et le ministre de l'agriculture et de la pêche,  
Vu le code rural, et notamment les articles 211-1 à 211-5,  
Arrêtent :

**Art. 1er.** - Relèvent de la 1re catégorie de chiens telle que définie à l'article 211-1 du code rural :

- les chiens assimilables par leurs caractéristiques morphologiques aux chiens de race Staffordshire terrier, sans être inscrits à un livre généalogique reconnu par le ministre de l'agriculture et de la pêche ;
- les chiens assimilables par leurs caractéristiques morphologiques aux chiens de race American Staffordshire terrier, sans être inscrits à un livre généalogique reconnu par le ministre de l'agriculture et de la pêche.

Ces deux types de chiens peuvent être communément appelés « pit-bulls » ;

- les chiens assimilables par leurs caractéristiques morphologiques aux chiens de race Mastiff, sans être inscrits à un livre généalogique reconnu par le ministre de l'agriculture et de la pêche. Ces chiens peuvent être communément appelés « boerbulls » ;
- les chiens assimilables par leurs caractéristiques morphologiques aux chiens de race Tosa, sans être inscrits à un livre généalogique reconnu par le ministre de l'agriculture et de la pêche.

**Art. 2.** - Relèvent de la 2e catégorie des chiens telle que définie à l'article 211-1 du code rural :

- les chiens de race Staffordshire terrier ;
- les chiens de race American Staffordshire terrier ;
- les chiens de race Rottweiler ;
- les chiens de race Tosa ;
- les chiens assimilables par leurs caractéristiques morphologiques aux chiens de race Rottweiler, sans être inscrits à un livre généalogique reconnu par le ministre de l'agriculture et de la pêche.

**Art. 3.** - Les éléments de reconnaissance des chiens de la 1re et de la 2e catégorie mentionnés aux articles 1er et 2 figurent en annexe au présent arrêté.

**Art. 4.** - Le directeur des libertés publiques et des affaires juridiques, la directrice générale de l'alimentation et les préfets sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 27 avril 1999.

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,  
Jean Glavany

Le ministre de l'intérieur,  
Jean-Pierre Chevènement



# CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION. (Partie Législative)

## CHAPITRE VI : Intervention de la police et de la gendarmerie dans les immeubles à usage d'habitation

### **Article L126-1**

*(Loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 art. 12 Journal Officiel du 24 janvier 1995)  
(Loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 art. 51 Journal Officiel du 16 novembre 2001)*

Les propriétaires ou exploitants d'immeubles à usage d'habitation ou leurs représentants peuvent accorder à la police et à la gendarmerie nationale, ainsi, le cas échéant, qu'à la police municipale une autorisation permanente de pénétrer dans les parties communes de ces immeubles.

### **Article L126-2**

*(inséré par Loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 art. 52 II Journal Officiel du 16 novembre 2001)*

Les propriétaires ou exploitants d'immeubles à usage d'habitation ou leurs représentants, qui satisfont à l'obligation mentionnée par l'article L. 127-1, peuvent également, en cas d'occupation des espaces communs du bâti par des personnes qui entravent l'accès et la libre circulation des locataires ou empêchent le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et de sûreté ou nuisent à la tranquillité des lieux, faire appel à la police ou à la gendarmerie nationale pour rétablir la jouissance paisible de ces lieux.

## CHAPITRE VII : Gardiennage ou surveillance des immeubles

### **Article L127-1**

*(Loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 art. 12 Journal Officiel du 24 janvier 1995)  
(Loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 art. 52 I Journal Officiel du 16 novembre 2001)*

Les propriétaires, exploitants ou affectataires, selon le cas, d'immeubles à usage d'habitation et de locaux administratifs, professionnels ou commerciaux doivent, lorsque l'importance de ces immeubles ou de ces locaux ou leur situation le justifie, assurer le gardiennage ou la surveillance de ceux-ci et prendre les mesures permettant d'éviter les risques manifestes pour la sécurité et la tranquillité des locaux.

Un décret en Conseil d'Etat précise les zones dans lesquelles cette obligation s'applique, les caractéristiques des immeubles ou locaux qui y sont assujettis, les mesures de gardiennage ou de surveillance à prendre en fonction de l'usage, de la localisation et de la taille des immeubles ou locaux et les dates auxquelles ces mesures devront au plus tard intervenir.